

mandat d'arrêt à l'encontre de la partie civile Ibrahima Kassus DIOUBATE ;

Il convient de retenir Sam ZORMATI dans les liens de la prévention en application des dispositions des articles 585, 587 et 590 du Code pénal ;

SUR LA PEINE

Considérant que le parquet a requis à l'encontre du sieur ZORMATI la peine ferme de cinq années d'emprisonnement et qu'il soit décerné un mandat d'arrêt à son encontre ;

Considérant qu'en l'espèce il y a un concours réel d'infractions cause pour laquelle une seule peine principale sera prononcée et dans la limite du maximum légal de la peine la plus élevée ;

Que s'il est prévu une peine d'emprisonnement de 1 à 5 ans et une amende de 20.000.000 à 300.000.000 de francs guinéens pour l'abus de biens sociaux, les dispositions relatives à l'escroquerie prévoient une peine allant de 01 à 07 ans qui est aussi le maximum prévu pour le faux en écritures publiques ;

Considérant que le prévenu Sam Alexandre ZORMATI est en fuite pour une destination inconnue et que les faits étant suffisamment caractérisés et graves, il y'a lieu de le condamner par défaut réputé contradictoire à une peine d'emprisonnement de cinq ans et décerner mandat d'arrêt contre lui en application des dispositions des articles 605 et 537 alinéa 1 du Code de Procédure Pénale ;